



Association pour le

**Développement de l'éducation en Afrique**

LETTRE D'INFORMATION DE L'ADEA

VOLUME 13, NUMERO 4

OCTOBRE-DECEMBRE 2001

# Vertus du dialogue sur les politiques

Les biennales de l'ADEA sont avant tout un lieu d'approfondissement du dialogue sur les politiques. Mamadou Ndoye, Secrétaire exécutif de l'ADEA et ancien ministre de l'éducation au Sénégal fait le point sur leur raison d'être et sur les enseignements tirés à Arusha.

**A** l'issue de la biennale d'Arusha, un ministre faisait cette réflexion : « Que vais-je chercher ailleurs ? Mes attentes ont été comblées par les échanges que nous avons eus ici ».

Loin d'être pour l'ADEA une simple source de fierté, ce témoignage souligne un besoin et une réponse. Besoin d'un dialogue qui enrichisse la vision et les politiques. Besoin de « confrontations » qui approfondissent la compréhension des processus, conditions et facteurs des changements impliqués dans les réformes. Besoin d'échanges sur les modèles stratégiques et les instruments de mise en œuvre des transformations. Besoin, en somme, de capitaliser et de partager expériences et connaissances africaines et internationales afin de faire face, avec plus d'effica-

cité, aux énormes défis posés au développement de l'éducation en Afrique.

## **Revitaliser et renouveler les politiques**

C'est bien à ce besoin fondamental de renouvellement et de revitalisation des politiques et stratégies éducatives que l'ADEA apporte une réponse. Unique forum de ministres africains, d'agences et de professionnels de l'éducation, la biennale offre à cet égard un espace incitatif et un moment fort de rencontres et d'échanges entre le leadership politique africain et la coopération internationale, entre la décision politique et l'expertise scientifique et technique. L'interaction féconde s'y déroule au travers d'une

approche professionnelle et développementale excluant tout monologue collectif, toute langue de bois. Ouvertes et critiques, les discussions engagent à une réflexion collégiale où l'introspection et la découverte de l'autre, le donner et le recevoir sur les bonnes pratiques, conduisent à mieux se connaître, à bâtir des compréhensions communes et à établir des convergences sur les perspectives. Toutes choses favorables à de nouveaux partenariats, dynamiques et efficaces.

Ce processus d'apprentissage, social et constructiviste, a enregistré des avancées remarquables à Arusha. La biennale de Johannesburg (1999) avait permis d'identifier et d'analyser des expériences prometteuses montrant l'Afrique qui réussit. Celle d'Arusha (2001) a approfondi l'approche « pratique » adoptée en focalisant la réflexion et l'action qu'elle implique sur des défis majeurs posés précisément à ces expériences : pérennisation, généralisation, lutte contre le SIDA.

Les articles de ce bulletin présentent une analyse certes condensée, mais suffisamment instructive, aussi bien des



*Jeunes écolières en Tanzanie.  
Photographe : JHU/CCP*

## **dans ce numéro**

- **Compte rendu de la biennale d'Arusha**
- **Expériences d'Amérique du Sud et d'Asie**
- **Lancement du Prix africain du journalisme d'éducation**
- **Revoir la distribution des manuels scolaires en Afrique**

approches et pratiques efficaces qui ont fait l'objet de communications, que des réflexions menées au cours de la biennale. On ne saurait rendre compte ici de toute la richesse et de toute la fécondité du dialogue : éclairages conceptuels sur les modes et types de politiques de développement de l'innovation, identification des facteurs et des risques déterminant le sort de l'innovation, stratégies et instruments pour la pérennisation et la généralisation... La leçon principale, reproduire les conditions plutôt que le contenu de l'innovation, interpelle. Il postule aussi qu'une fois lancée, l'innovation se développe selon une trajectoire imprévisible et que les acteurs qui se l'approprient la recréent en fonction de leur espace d'initiative et d'autonomie. D'où l'importance des réseaux entre les acteurs pour l'échange et le partage d'expériences dans le processus de développement de l'innovation qui est aussi un processus d'apprentissage.

### Leçons apprises et tâches futures

Au-delà des connaissances acquises, il me semble opportun de souligner deux enseignements importants, apparemment contradictoires, mais nécessairement liés, pour tous ceux qui entreprennent des réformes dans le secteur de l'éducation.

Le passage d'une innovation (ou d'une réforme) du stade-pilote à plus grande

échelle, est un processus complexe et difficile à achever. Les réussites sont rares et les obstacles nombreux : reproductibilité ardue à cause des contraintes de coûts ou des différences de contexte, absence de demande locale, capacités inadéquates de gestion et de conduite de l'innovation, résistances et oppositions corporatistes ou sociales... Plus radicalement, le succès d'une innovation pilote peut reposer sur la petite taille de l'expérimentation ; dans ce cas la généralisation réussie ne serait pas de l'ordre du possible. D'où un certain pessimisme. La biennale a montré qu'il s'agit bien d'un pessimisme de la raison, qui commande lucidité et réalisme dans les choix en matière de conception et de conduite des réformes. Mais il n'interdit pas « d'aller plus loin, d'aller vers tous », (voir l'article en page 3) une fois les bonnes options prises.

A contrario, un leadership déterminé, une allocation conséquente des ressources, une stratégie pertinente de communication, une responsabilisation et un renforcement des acteurs locaux, représentent, entre autres, des atouts majeurs de succès. Il s'agit de l'autre face révélée par la biennale : l'optimisme de la volonté et de « la flamme » qui mobilise, motive et crée le contexte favorable pour réussir l'action. A cet égard, l'engagement de Julius K. Nyerere pour la réforme et la démocratisation de l'éducation a été un symbole pour

la biennale (voir l'article sur l'expérience de la Tanzanie en page 9).

Un tel engagement a été particulièrement sollicité dans la lutte contre le SIDA. En s'appuyant sur les « pratiques efficaces » identifiées, les discussions ont surtout révélé l'urgence de l'action (voir l'article en page 7). Dans le secteur de l'éducation, les stratégies porteuses, basées sur des activités intra et extra-curriculaires, engageant à la fois les enseignants et les apprenants, non seulement en tant que cibles de changement du comportement, mais aussi de vecteurs de la lutte contre le SIDA. Ces stratégies, associées à l'utilisation des médias et à la collaboration avec les autres secteurs, ont été prônées pour ouvrir le champ à des approches systémiques, multi-sectorielles et multi-dimensionnelles, dans le cadre de politiques nationales globales et cohérentes.

Enfin, le dialogue a permis de faire l'état des défis posés à la connaissance dans les domaines visités. Nous n'en savons pas assez sur la généralisation des réformes parce qu'en Afrique, trop peu d'expériences ont été documentées. Nous n'en savons pas assez sur l'impact du SIDA sur le système éducatif, car il existe très peu de données fiables sur le sujet. Ce sont autant de tâches analytiques à entreprendre et l'ADEA se doit d'y contribuer.

**MAMADOU NDOYE**  
SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DE L'ADEA

## Sommaire

### Dossier : La biennale d'Arusha

Vertus du dialogue sur les politiques .....	1
Aller plus loin, aller vers tous – pérenniser et généraliser les politiques et pratiques efficaces .....	3
Ouverture de la biennale par Ally Mohammed Shein, vice-président de Tanzanie .....	6
Le Forum des ministres à Arusha .....	13

#### Expériences pays

La Tanzanie face aux défis de l'Education Pour Tous .....	9
Guinée : un programme décentralisé d'amélioration de la qualité .....	6
Leçons venues d'ailleurs : Expériences du Guatemala, du Salvador, d'Inde et du Bangladesh .....	10

#### VIH/SIDA

VIH/SIDA et éducation : Leçons de la biennale .....	7
---	---

#### Les GT à Arusha

Un projet « d'éducamusément » à l'échelle d'une région .	14
Pour l'intégration de l'éducation non-formelle .....	15

#### Autres articles

Lancement du Prix africain du journalisme d'éducation ....	16
Les journalistes à l'école des chiffres .....	17

#### Livres

Revoir la distribution des livres en Afrique .....	18
Pour une expertise du management des personnels enseignants .....	19

<b>Calendrier .....</b>	<b>20</b>
-------------------------	-----------

# Aller plus loin, aller vers tous

## Pérenniser et généraliser les politiques et pratiques efficaces

A Arusha, ministres, représentants d'agences de coopération et de développement, ONG, chercheurs et autres professionnels de l'éducation se sont penchés sur une question essentielle dans le cadre des efforts faits par les pays vers la réalisation d'une éducation pour tous : comment pérenniser et généraliser les politiques et pratiques qui se sont avérées efficaces ? Plusieurs axes ont été explorés.

Commencer à petite échelle, étendre l'expérience au-delà du cadre initial, puis la généraliser à l'ensemble du système éducatif. Cette stratégie présente de nombreux avantages, notamment lorsqu'il s'agit de généraliser une réforme éducative d'envergure au niveau d'un pays. Elle permet de tester et d'évaluer une initiative pilote dans un cadre contrôlé, de limiter les risques au cas où elle ne s'avérerait pas viable, et d'établir un modèle susceptible d'être reproduit à plus grande échelle.

Pourtant, et malgré la grande richesse d'expériences porteuses qui ont fleuri dans les pays africains au cours des vingt dernières années, très peu d'entre elles sont parvenues à franchir le cadre et le contexte de leur naissance, à devenir des projets ou programmes à plus grande échelle et à faire l'objet d'une généralisation durable. Quelles sont les stratégies utilisées pour le passage à plus grande échelle ? Quels sont les facteurs clés de succès ? Que faut-il au contraire éviter ? Quels enseignements tirer de l'expérience africaine et des autres régions ? Ces questions, débattues à Arusha, présentent un intérêt particulier pour la majorité des pays africains confrontés à des réformes importantes de leurs systèmes et à la mise en place d'une éducation pour tous.

*Aller plus loin, Aller vers tous : comment pérenniser les politiques et pratiques efficaces pour l'éducation en Afrique ?* – le thème central de la biennale a été introduit par une présentation des professeurs Joël Samoff et Molapi Sebatane. Basé sur un document préparé spécialement pour la biennale<sup>1</sup>, ce document part de l'étude d'expériences africaines de



C'est une tradition à l'ADEA d'illustrer le thème de la biennale par une œuvre d'art d'un artiste du pays hôte de la conférence. Pour la biennale 2001 c'est une sculpture Makonde de Robert Joseph Francis qui a été retenue. « Arbre de vie », totem de la fraternité et de la solidarité, elle symbolise un élan vers le futur, l'amour de la vie et des autres, illustrant ainsi l'esprit de réseau, de partenariat et de partage qui anime l'ADEA.

pérennisation et de généralisation de formes éducatives. Sa présentation a servi de fil conducteur à l'ensemble des interventions faites au cours de la conférence. L'expérience de la Tanzanie a posé les questions de la durabilité et de la qualité des programmes de scolarisation universelle. Quelques expériences de généralisation en Afrique ont été présentées ainsi

que des initiatives venues d'autres régions du monde. En outre, plusieurs instruments permettant de faciliter le passage à plus grande échelle ont été explorés, parmi lesquels les réseaux, la communication et les approches non formelles.

---

Ce qui importe n'est pas tant de reproduire le contenu de l'innovation, que de reproduire et recréer les conditions qui lui ont permis de s'épanouir.

---

### **Différents modes et types d'expansion**

Le Professeur Samoff a commencé par définir le concept d'expansion et par donner un aperçu des différentes stratégies envisageables pour passer à plus grande échelle. Deux typologies ont été présentées, la première s'intéressant au processus d'expansion ; la deuxième à l'objet de l'expansion.

La **première typologie** identifie trois types de passage à plus grande échelle. La *généralisation par expansion* (ou *reproduction*) se fait graduellement. Assimilée à un processus d'apprentissage, cette stratégie est devenue le modèle le plus couramment retenu pour étendre le champ d'application d'une intervention. Le processus de généralisation passe par différentes étapes qui comprennent l'apprentissage de l'efficacité et l'adaptation de l'initiative aux capacités

organisationnelles existantes et aux réalités locales.

La *généralisation par explosion* part d'un modèle de réforme applicable à l'ensemble du pays, sans passer par une phase pilote. Les modifications et les ajustements pour tenir compte des spécificités locales se font généralement *a posteriori*. Les réformes nationales de grande envergure appuyées par les autorités politiques au plus haut niveau font partie de ce type d'initiatives qui demandent la mobilisation de ressources importantes. Plusieurs pays africains ont appliqué cette stratégie pour mener des campagnes nationales d'alphabétisation visant à atteindre la scolarisation primaire universelle. Les initiatives de lutte contre le SIDA, mises en œuvre actuellement, indiquent un regain d'intérêt pour cette approche.

La *généralisation par association* vise à combiner des initiatives distinctes répondant aux besoins d'environnements spécifiques. On peut ainsi créer des centres de soutien pédagogique dans un district et les lier à un programme d'enseignement spécifique dispensé par d'autres institutions de formation des enseignants ou à de nouveaux modes de recrutement afin de réaliser une réforme plus générale de la formation des enseignants.

Une **deuxième typologie** part de l'étude de l'objet de la généralisation. La généralisation peut porter sur la *structure, les programmes, la stratégie ou la base financière d'une organisation*. Une organisation peut s'accroître, en termes de taille ou de composantes (*expansion quantitative*) ; augmenter le nombre ou le type d'activités (*expansion fonctionnelle*) ; changer de stratégie (*expansion politique*) ; ou encore renforcer sa base financière et institutionnelle (*expansion organisationnelle*). Ces catégories ne s'excluent pas mutuellement et une stratégie quantitative peut reposer sur une stratégie efficace d'expansion fonctionnelle et organisationnelle.

### Risques et facteurs de réussite

Le point le plus important qui a été souligné pendant la présentation est que, si diverses stratégies de passage à grande échelle ont été développées, dans tous

les cas, ce sont les conditions qui ont conduit à la réussite qui doivent être étudiées de près, beaucoup plus que les éléments spécifiques de l'expérience. Pour que l'expansion soit réussie, l'important n'est pas tant de reproduire le contenu de l'innovation, que de *reproduire et recréer – avant de procéder à l'expansion ou à la généralisation de l'innovation – les conditions qui lui ont permis de s'épanouir*.

En outre, dans toutes les expériences de généralisation réussie, trois facteurs semblent être essentiels :

- la ferme résolution des acteurs de l'innovation ;
- l'intérêt perçu par tous les acteurs et bénéficiaires locaux, ainsi que leur participation active et démocratique – conditions nécessaires à l'appropriation du projet et à son succès ;
- un financement, un suivi et une évaluation adéquats, permettant de rectifier ou d'infléchir le programme mis en œuvre en fonction des besoins.

Le contexte, le moment et les acteurs seront nécessairement différents et le projet d'expansion devra en tenir compte avant d'être mis en œuvre. En outre, on risque fortement de ne pas être en mesure de reproduire les conditions de soutien qui existaient dans l'expérience pilote : soit du fait des coûts insoutenables induits par la généralisation, soit en dépassant la capacité de gestion et de financement des administrations (locales et/ou centrales), soit en mesurant mal les capacités de nuisance ou de résistance des parties prenantes (bureaucratie, conservatisme, ou encore intérêts des uns et des autres mis en péril).

### Expériences d'Afrique et d'autres régions

À la suite de l'exposé des professeurs Samoff et Sebatane, différents exemples de passage à plus grande échelle ont été présentés ; la mobilisation des enseignants guinéens grâce à un programme décentralisé d'amélioration de la qualité de l'enseignement élémentaire ; la généralisation d'un programme de lecture en langue maternelle en Zambie ; la mobilisation de ressources humaines latentes

en Afrique du Sud et l'utilisation de cahiers des charges comme instruments de pilotage de la qualité de l'enseignement primaire au Sénégal.

Deux documentaires filmés ont présenté des stratégies d'Éducation Pour Tous mises en place en Amérique latine et en Asie à travers un voyage d'études de ministres africains dans les pays concernés (Nueva Escuela Unidad au Guatemala, EDUCO au Salvador, BRAC au Bangladesh et DPEP en Inde). Les documentaires ont suscité un grand intérêt et leur présentation a été un moment fort de la biennale (voir « Leçons venues d'ailleurs », page 10).

Les réactions des ministres africains qui ont pu observer et analyser les expériences d'Asie et Amérique latine sont particulièrement intéressantes : tous soulignent que si, en termes de théorie pédagogique les méthodes participatives ne sont pas une nouveauté pour les pédagogues africains, c'était la première fois qu'ils voyaient ces méthodes appliquées par des enseignants confiants en eux, bien formés et débordant d'enthousiasme. Tous estiment qu'un facteur clé de réussite réside dans la formation continue organisée au niveau local et dans le soutien pédagogique efficace donné aux enseignants sur le terrain.

### Intégrer l'éducation non-formelle

Au cours des trente dernières années, se sont développés en Afrique des systèmes d'éducation parallèles au système étatique, qu'on a nommés « non-formels » ou « informels », selon les temps, les lieux, et les modes. Souvent ignorés, ces systèmes d'éducation sont pourtant indispensables dans le cadre des efforts faits par les pays pour parvenir à offrir une éducation à tous leurs citoyens, dans un contexte où des contraintes particulièrement lourdes pèsent sur les budgets. M. Wright, chef du département de l'éducation au secrétariat du Commonwealth, s'est fait l'avocat d'une approche globale qui se traduirait par l'établissement d'un système intégrant toutes les formes d'éducation existant dans un même pays. Chaque système pourrait ainsi bénéficier

des points forts des autres systèmes sans en gommer pour autant les spécificités. Toutes les connaissances acquises par l'expérience serviraient à mettre en place un système intégré, décentralisé, flexible et adapté aux besoins des différentes régions et populations concernées, dont le ministre serait le chef d'orchestre dynamique. Des stratégies doivent être élaborées afin que les ministères africains soient en mesure d'accueillir, de gérer et de tirer profit de la diversité des approches éducatives.

Des exemples d'intégration réussie du non-formel, au Mexique et en Argentine, ont été présentés, ainsi que les tentatives faites dans huit pays africains (Burkina Faso, Kenya, Mali, Ouganda, Sénégal, Sierra Leone, Zambie, Zimbabwe). Les difficultés pour faire accepter les écoles non-formelles ont été soulignées.

### **Développer des systèmes de communication efficaces**

La communication comme instrument pour faciliter la mise en place de nouvelles approches éducatives ou le passage à plus grande échelle a également été discutée. Des stratégies de communication sont à développer, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères. Dans les divers exemples présentés, on a insisté sur l'importance du dialogue, au niveau de la base (entre les différentes parties prenantes), et entre la base et le sommet.

La communication peut avoir plusieurs objectifs :

- le partage de l'information, afin d'éviter les interprétations erronées et les oppositions non-fondées qui peuvent entraver le processus de passage à plus grande échelle ;
- le dialogue, afin d'augmenter la confiance, l'appropriation et l'engagement de toutes les parties prenantes ;
- la création de consensus ;
- le plaidoyer, afin de créer l'adhésion et le soutien ;
- la mise en réseaux des acteurs pour discuter des problèmes rencontrés, des solutions apportées et des leçons apprises et renforcer le processus d'implantation de l'innovation ;
- la mobilisation sociale, pour faire accepter le changement et susciter l'en-

gagement et le soutien des communautés.

Les outils de communication peuvent être fort divers : réunions et séminaires, nouvelles technologies de l'information et de la communication, médias, théâtre, etc. Dans tous les cas, il faut se rappeler que la communication a un coût, (qu'il convient de prévoir et d'assumer par des budgets adéquats) et qu'elle exige l'existence de structures organisées pour élaborer et appliquer des plans et stratégies de communication.

### **Réflexions sur le SIDA**

La biennale a également présenté une expérience de généralisation d'un programme télévisé de lutte contre le SIDA destiné aux jeunes. Conçu en Afrique du Sud, Soul City a été étendu à plusieurs pays de la sous région (voir l'article en page 7). D'autres séances se sont intéressées au VIH/SIDA, sous un angle différent. Les actions menées par les pays pour lutter contre les effets néfastes du SIDA sur les systèmes éducatifs ont été analysés ainsi que la contribution des conférences internationales.

### **Conclusion**

Les expériences africaines de généralisation bien documentées sont malheureusement peu nombreuses et les pays gagneraient à enrichir leurs bases de connaissances dans ce domaine. On retiendra cependant des enseignements tirés qu'il s'agit avant tout de tenter de recréer des conditions qui ont permis à l'initiative de s'épanouir ; de s'assurer de la conviction et de la participation des acteurs et bénéficiaires locaux ; de prévoir un financement et un suivi adéquat ainsi que des stratégies de communication et de coordination efficaces ; que des réseaux bien développés contribuent également à la diffusion d'idées, de compétences et d'expériences ; que tous ces éléments constituent des leviers pour réussir la généralisation d'initiatives porteuses. ■

1. « Partir du terrain pour généraliser des tentatives de réformes », par J. Samoff et E. M. Sebataane en collaboration avec M. Dembélé.

## **Ils et elles ont dit**

### *Sur l'éducation et la démocratie...*

“ L'éducation joue un rôle majeur dans le processus démocratique et la bonne gouvernance. ”

Ali Mohammed Shein,  
vice président de la Tanzanie

### *Sur le processus de généralisation...*

“ Il s'agit de recréer et étendre les conditions spécifiques qui ont permis le succès de la réforme initiale et qui ont nourri les racines locales. ”

Professeur Joël Samoff,  
université de Stanford

### *Sur le SIDA...*

“ L'éducation par les pairs est efficace et populaire chez les adolescents. Cette approche pour lutter contre le SIDA doit être conduite en parallèle avec des programmes de communication riches en information. ”

Mwalimu Sawaya, Tanzanie

### *Sur la communication...*

“ La communication est essentielle dans le processus de passage à plus grande échelle. Les ministères de l'éducation doivent mettre en place un cadre global et systémique permettant une communication efficace. ”

Professeur Opubor, programme  
Communication pour l'éducation et le développement (COMED) de l'ADEA

# Ali Mohammed Shein préside l'ouverture

La biennale d'Arusha a été honorée par la présence du vice-président de la Tanzanie, Ali Mohammed Shein. M. Shein a rappelé qu'en Tanzanie l'éducation et la lutte contre la pauvreté étaient des priorités nationales depuis l'indépendance. Il a également rappelé que l'éducation était à la base de la démocratie et de la bonne gouvernance ; que les efforts pour offrir une éducation à tous étaient nécessaires mais qu'il fallait également veiller à la qualité de l'éducation. Il a enfin lancé un appel pour qu'une attention particulière soit donnée à l'éducation des filles et pour que l'éducation des adultes ne soit pas oubliée.

## **A propos des politiques...**

... Lier les politiques à leurs applications pratiques est capital... Je salue également l'ADEA lorsqu'elle met l'accent sur la démocratisation de l'éducation et lorsqu'elle associe le développement quantitatif à l'amélioration de la qualité. Vous recherchez aussi la pertinence. Ce sont là de nobles idéaux qui, si nous les atteignons, donneront à l'Afrique un avantage compétitif dans un monde en évolution rapide, caractérisé par la globalisation, et la domination des technologies de l'information...

## **d'éducation en Tanzanie...**

...Lorsque nous avons retrouvé notre liberté politique, le gouvernement a déclaré la guerre à l'ignorance, à la pauvreté et à la maladie. L'éducation est depuis longtemps une priorité en Tanzanie. Nous avons quarante ans d'expérience de développement, semés de succès et de défis, toujours guidés par les principes philosophiques du Père de la Nation, Mwalimu Julius Kambarage Nyerere ; une philosophie qui a toujours mis l'accent sur le bien-être de tous les citoyens, sans aucune discrimination. Il n'est donc pas étonnant que l'éducation primaire universelle et l'éducation à l'autonomie aient été des objectifs majeurs pour nos gouvernements... L'éducation aujourd'hui est essentielle dans tous les domaines, pour une meilleure gestion de notre environnement et de notre habitat, pour réduire la pauvreté...

## **de démocratie...**

... L'éducation joue un rôle majeur dans le processus démocratique et la bonne gouvernance. Depuis l'indépendance, tous nos gouvernements se sont efforcés de démocratiser l'éducation. Les efforts consentis en faveur de l'enseignement primaire universel nous ont permis d'atteindre un taux brut de scolarisation impressionnant de 98 % en 1997. Mais ce taux n'était plus que de 74 % en 2000.

## **de qualité...**

... Il faut nous assurer que les efforts pour développer l'accès à l'éducation ne compromettent pas la qualité de l'éducation et nous interroger sur les causes des abandons scolaires. Si nous continuons à dépenser des ressources pour augmenter les taux de scolarisation sans résoudre le problème des abandons, cela reviendra à verser de l'eau dans une passoire...

## **d'éducation des filles...**

... Les filles sont les premières victimes de l'échec scolaire. Nous en connaissons certaines causes, comme les grossesses et les mariages précoces. Mais les parents africains n'ont peut-être pas accordé suffisamment d'importance à l'éducation des filles. La mentalité qui prévaut encore voudrait que la place de la femme fût dans la cuisine. Ceci constitue une véritable violation des droits humains dans le contexte de l'Education Pour Tous...

## **d'éducation des adultes...**

... En Tanzanie, nous avons toujours accordé une grande importance à l'éducation des adultes... cela fait partie de notre philosophie qui tient à assurer une éducation aux personnes de tous âges et de toutes conditions. Nous avons réussi dans les années 1970 à atteindre un taux d'alphabétisation de 90 %. Mais ce taux est descendu à 71 % en 1991. L'alphabétisation dans le seul but d'alphabétiser, sans relier le processus d'apprentissage aux préoccupations quotidiennes des apprenants, ou encore l'absence d'une culture de lecture expliquent sans doute en partie cette baisse... Je saisis cette occasion pour lancer un appel à tout le continent pour investir dans l'éducation des adultes... Il n'est jamais trop tard pour apprendre...

**EXTRAITS DU DISCOURS D'OUVERTURE PRONONCÉ PAR  
ALI MOHAMMED SHEIN, VICE PRÉSIDENT DE LA TANZANIE**

# VIH/SIDA et éducation : leçons de la biennale

Les systèmes éducatifs africains n'ont malheureusement pas été épargnés par le VIH/SIDA. La pandémie affecte aussi bien l'offre que la demande d'éducation ainsi que le fonctionnement général des systèmes éducatifs. A Arusha, la biennale s'est interrogée sur les moyens concrets de lutte contre le VIH/SIDA. Le sujet a été abordé sous trois angles : les réponses apportées jusqu'à présent par les pays ; la contribution des conférences internationales ; une expérience réussie "d'éducamusement" destinée à informer et à provoquer des changements de comportements en Afrique du Sud et dans la sous-région.

## Identifier les approches prometteuses

La biennale a d'abord fait le point sur l'initiative « Identifier les réponses efficaces face au VIH/SIDA » mise en place par l'ADEA. Cette activité a pour objectif de recenser les approches et les pratiques prometteuses mises en œuvre par les systèmes éducatifs africains face à la pan-

démie, soit dans le domaine de la gestion du secteur, afin de garantir le bon développement du secteur fragilisé par le VIH/SIDA, soit pour enrayer la progression du VIH/SIDA, grâce à la transmission d'informations, de savoirs, ou de valeurs.

La synthèse des études entreprises dans 17 pays a ainsi été présentée. Il en ressort que tous les ministres africains sont conscients du danger que le VIH/SIDA re-

présente pour le développement de l'éducation dans leurs pays et de ce que l'éducation constitue le seul « vaccin » trouvé à ce jour pour lutter contre la pandémie. On constate également que les pays se sont surtout intéressés à l'intégration du VIH/SIDA dans les programmes scolaires plutôt qu'aux questions de gestion et de survie du système ; seul le Ghana s'est penché sur cette dernière question et a décrit le processus par lequel des plans stratégiques d'intervention contre le VIH/SIDA ont été

développés. La synthèse a également révélé que :

- la plupart des pays ont adopté des programmes dont l'objectif est de faire changer le comportement des individus ;
  - le sentiment qu'il faut abattre le mur du silence, qui existe encore face à la maladie et aux questions de sexualité en général, commence à être largement partagé ;
  - les pays souhaitent également que des programmes soient proposés aux élèves *avant* qu'ils ne deviennent sexuellement actifs ;
  - « l'éducation par les pairs » est un moyen efficace de communication sur le VIH/SIDA parmi les élèves ;
  - il est urgent de faire participer le plus grand nombre de partenaires et d'acteurs dans la lutte contre le SIDA, notamment les représentants des groupes religieux ;
  - l'impact des campagnes contre le SIDA commence à se faire sentir sur les comportements et les valeurs ;
- Mais il ressort également de l'étude que :
- la plupart des programmes de lutte contre le SIDA dans le domaine de l'éducation sont récents ; l'évaluation de leur impact est donc difficile à pratiquer, surtout lorsqu'il s'agit d'analyser des changements de comportements, en particulier de comportement sexuel ;
  - il est difficile de faire la part de l'impact des programmes éducatifs en matière de changements comportementaux et celle d'autres programmes ou d'autres facteurs extérieurs plus ou moins bien définis ;

Afrique du Sud, Durban : Concert Kora All-Africa Awards au profit de la lutte contre le SIDA. Jeune fille avec sur son front « Mon ami(e) qui a le SIDA est toujours mon ami(e) ». Photographe : Africa Alive! JHU/CCP



- la formation des maîtres à l'information sur le SIDA est trop parcellaire et insuffisante pour qu'ils soient préparés à réussir les changements de comportement souhaités.

### **Soul City - généralisation d'un programme télévisé en Afrique australe**

Un programme multimédia d'éducation à la santé mis en œuvre en Afrique du Sud, a ensuite été présenté. Conçu pour éduquer les jeunes et les distraire dans le même mouvement, Soul City a atteint ses objectifs : informer les jeunes sur le VIH/SIDA, ses conséquences et sur les moyens de lutter contre la propagation de la pandémie ; initier un changement dans le comportement sexuel pour lutter contre la propagation de la pandémie. Une évaluation du programme montre qu'il a atteint 89% des personnes visées, y compris les analphabètes et les gens vivant dans les régions les plus reculées du pays. L'émission a également contribué à retarder le début de la vie sexuelle et à faire adopter des pratiques moins risquées.

Soul City a eu un grand succès en Afrique du Sud et a été adopté dans des pays voisins : Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland. Son adaptation réussie est attribuée à plusieurs facteurs :

- dans chacun des pays, des partenaires nationaux variés ont été choisis afin d'assurer une bonne appropriation du programme ;
- le projet a été développé en partenariat avec les ministères de l'éducation et de la santé des pays ;
- des pré-tests ont été effectués et les programmes ont été adaptés en tenant compte de leurs résultats ;
- des matériels spécifiques à chaque pays ont été créés, prenant en considération langues, coutumes et autres spécificités locales ;
- le marketing du programme a été adapté à chaque pays même si le nom sud-africain a été conservé ;
- une campagne ciblée a utilisé des moyens variés pour distribuer des dépliants sur le programme (dans des sacs de maïs, stations d'essence, écoles ou par l'intermédiaire d'ONG).

La diffusion du programme dans les quatre derniers pays étant récente, les analyses de son impact n'ont pas encore été effectuées. Le processus d'extension à plus grande échelle n'en demeure pas moins intéressant pour les ministères de l'éducation.

### **L'apport des conférences internationales**

Enfin, la conférence a pris connaissance du résultat de l'analyse d'ensemble de 17 conférences, réunions ou séminaires sur le VIH/SIDA.

Si le nombre même de ces conférences prouve que la pandémie mobilise l'attention de beaucoup de gens, en particulier en Afrique où 14 (sur 17) ont eu lieu, il n'en demeure pas moins assez difficile de voir leur impact réel sur le terrain et sur quelles actions concrètes elles ont pu déboucher. Le présentateur a donc recommandé que toute conférence :

- soit reliée à toutes celles qui l'ont précédée et tienne compte de leurs résultats ;
- se donne des objectifs précis ;
- veille à ce que les participants soient d'un rang assez élevé pour être en mesure de mettre en œuvre les décisions prises par la conférence ;
- associe les personnes qui connaissent vraiment la maladie et celles qui en souffrent ;
- fasse parvenir les informations et la documentation nécessaires aux participants à l'avance afin qu'ils puissent activement jouer leur rôle ;
- réduise la durée de la conférence afin de s'assurer du concours des sommités en la matière, souvent très occupées ;
- définisse clairement, à l'issue de la conférence, les recommandations et les actions à mettre en œuvre ;
- diffuse les résultats de la conférence largement et de manière ciblée ;
- produise un compte rendu complet et lisible par des non-spécialistes.

Le présentateur a également recommandé que soient centralisées toutes les données, informations et expériences sur la pandémie ainsi que sur les résultats, recommandations et actions à mettre en place.

### **Réflexions des participants**

A Arusha, des groupes de discussion ont approfondi certaines questions abordées en plénière. Celui sur le VIH/SIDA s'est intéressé à deux questions : Comment protéger le système afin qu'il continue à donner une éducation de qualité au plus grand nombre d'enfants ? Comment répondre aux besoins des bénéficiaires du système ? A partir des leçons apprises, le groupe a tenté de résumer les démarches positives :

- **Le plaidoyer** : une forte volonté politique est indispensable ; il faut parler de la pandémie le plus possible ; mener des actions de mobilisation sociale ; utiliser les moyens légaux qui peuvent induire des changements de comportement positifs face à la maladie et protéger les filles et les femmes, premières victimes du virus.
- **La prévention** : il faut intégrer le VIH/SIDA dans les programmes scolaires et impliquer les jeunes, les parents et les responsables religieux ; utiliser l'éducation par les pairs, moyen efficace d'information et de prévention ; inclure l'éducation au VIH/SIDA dans les programmes d'enseignement supérieur et de formation initiale et continue des maîtres ; utiliser les médias pour atteindre le plus grand nombre de personnes.
- **La formation des enseignants** : les enseignants doivent être formés et devenir des agents d'information et de conseil sur le SIDA.
- **Les études sur l'impact de la pandémie sur le système** : des études sont nécessaires pour mieux définir et anticiper les besoins, notamment en enseignants ; il est conseillé de collaborer avec les autres ministères, celui de la santé en particulier.
- **Les plans d'action multisectoriels et nationaux** : l'ensemble des partenaires doivent être consultés et impliqués pour lutter contre l'extension de la pandémie.

Enfin, le groupe a recommandé que l'ADEA mette en place un mécanisme pour « suivre » l'évolution de la pandémie et son impact sur les systèmes éducatifs ; la création d'un groupe de travail a ainsi été suggérée. ■

# Education Pour Tous : les défis de la Tanzanie

Dès son indépendance, en 1961, la Tanzanie s'est donné comme priorité la lutte contre l'ignorance et la pauvreté. Sous la conduite du père de la nation, Julius K. Nyerere, le pays atteignait rapidement, à la fin des années 1970, des taux de scolarisation proches de 100%. Mais ce développement rapide ne s'est malheureusement pas maintenu et le taux de couverture scolaire a chuté dans les années 1980.

L'histoire de l'enseignement de base en Tanzanie est étroitement liée à l'histoire politique et économique du pays. A Arusha, cette évolution a été exposée par le Professeur Justinian Galabawa, de l'université de Dar-Es-Salaam. Le professeur Galabawa a tout d'abord rappelé l'engagement en faveur de l'éducation du père de la nation, l'ancien président J.K. Nyerere, que ses compatriotes appelaient affectueusement « Mwalimu », le maître d'école. Après avoir remarqué que seul un effort collectif national permettrait d'atteindre une scolarisation universelle, le Professeur Galabawa a présenté les trois phases de l'histoire de l'enseignement primaire universel en Tanzanie :

- **Une période de fort développement vers l'Education Pour Tous au cours des années 1960 et 1970**, pendant laquelle le pays a réussi à atteindre un taux brut de scolarisation (TBS) proche de 100%. Cette période est associée au socialisme et à l'autonomie pronés par J.K. Nyerere. L'école fait partie de la transformation socio-économique recherchée par les autorités et annoncée dans la Déclaration d'Arusha. L'éducation primaire universelle (UPE), est mise en œuvre par le gouvernement, seul fournisseur des services sociaux du pays, à travers des plans de développement centralisés ; l'éducation ne reçoit que très peu d'aide des agences de développement internationales. En 1980, le TBS atteint 98%. Mais cette réussite cache des faiblesses structurelles internes et externes.
- **La seconde époque (1980-1990), se caractérise par une forte baisse du taux de couverture scolaire et l'introduction d'idées libérales**, qui s'ex-

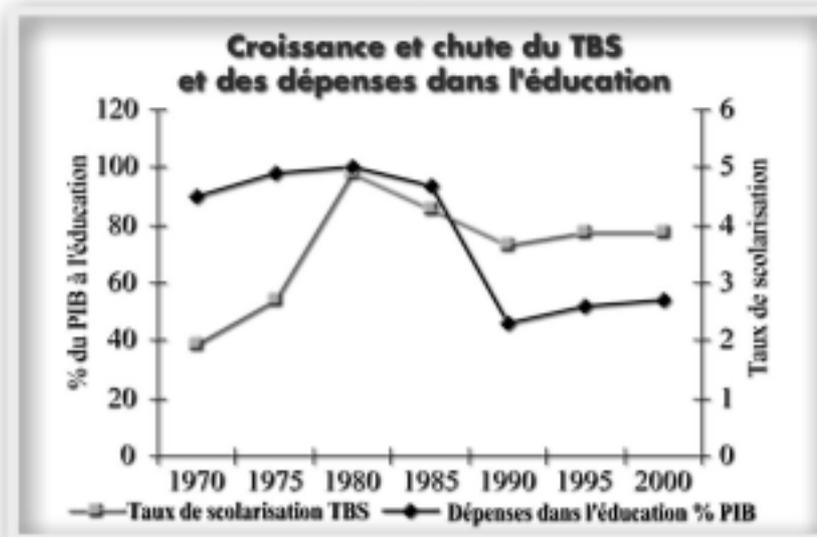
priment dans une nouvelle vision de l'école : celle-ci doit obéir aux lois du marché et aux impératifs de coût-efficacité. Le pays traverse une crise économique pendant laquelle il n'est plus capable de soutenir le développement de l'éducation. Un plan d'ajustement structurel est adopté, qui conduit au gel du recrutement des maîtres, à une diminution du budget du ministère de l'éducation et à la baisse des taux de scolarisation ; ceux-ci chutent à 83% en 1990. La part de l'Etat dans les dépenses d'éducation passe de 67% avant l'introduction du plan d'ajustement structurel (PAS) à 43% après le PAS. La contribution des parents passe à 57% des dépenses d'éducation, niveau insoutenable à long terme.

## Facteurs qui ont contribué à la chute des TBS en Tanzanie :

- l'approche « du haut vers le bas » dans la planification et la mise en œuvre de l'éducation ;
- la volonté du gouvernement de ne compter que sur lui-même pour financer l'éducation ;
- l'application rigide des plans d'ajustement structurels ;
- la contribution financière trop grande demandée aux ménages ;
- la crise économique prolongée ;
- un niveau d'endettement croissant ;
- un budget de l'éducation en diminution ;
- des taux de croissance démographiques élevés ;
- la propagation du VIH/SIDA.

- **La période actuelle connaît un accroissement des inscriptions et une remontée significative de la participation de l'Etat au financement de l'éducation.** Aujourd'hui, l'accent est mis sur une plus grande implication des communautés (en plus de celle des

→ Suite page 12



Source : « Problématique et évolution de l'enseignement primaire universel (EPU) en Tanzanie » par Justinian Galabawa



# Leçons venues

## Expériences du Guatemala, du S

- « Nous avons vu...  
... des enfants détendus et expressifs apprenant dans la joie, participant à la gestion de leurs écoles  
... l'auto-apprentissage  
... des programmes d'enseignement flexibles  
... des stagiaires dirigeant leur propre programme de formation  
... des enseignants dans le rôle de facilitateurs et de guides  
... des inspecteurs dans le rôle de conseillers  
... des écoles gérées par les communautés  
... des parents analphabètes impliqués dans la gestion des écoles. »

*Ministres africains et autres participants aux voyages d'étude  
« Partage et apprentissage » - Inde, Bangladesh, Guatemala et Salvador*

**A** Arusha, deux documentaires filmés ont présenté les nouvelles stratégies d'Education Pour Tous mises en place dans deux pays d'Amérique latine (Guatemala et Salvador) et deux pays d'Asie du Sud-est (Bangladesh et Inde). Dans tous les cas, il s'agit d'expériences en direction des pauvres mises en œuvre depuis plusieurs années. Dans tous les cas également on a commencé petit, mais en gardant présente à l'esprit la nécessité d'étendre l'expérience à d'autres enfants, à d'autres écoles et à d'autres régions.

### Guatemala et Salvador

Au Guatemala et au Salvador, les réformes s'inscrivent dans le dessein plus large de faire régner la paix après plusieurs années de guerre civile. Elles ont pour objectifs d'améliorer l'accès à l'éducation, d'assurer une éducation de qualité, de réduire les disparités et d'encourager l'appropriation des écoles par les communautés. Les réformes résultent d'une volonté politique des gouvernements doublée d'une forte volonté des communautés.

Pour les parents il s'agit d'assurer un avenir pour leurs enfants à travers la paix, mais aussi le droit à l'éducation.

Au Guatemala, la réforme vise avant tout à améliorer la couverture scolaire et la qualité de l'apprentissage au sein des groupes défavorisés, notamment dans les zones rurales où les résultats sont nettement inférieurs à la moyenne nationale. Deux programmes ont été mis en place : la Nueva Escuela Unidad (NEU) et le PRONADE (Programme national pour le développement de l'éducation). Introduit en 1992, NEU ne cesse d'être amélioré. Les méthodes utilisées mettent l'accent sur l'auto-apprentissage, la progression de l'apprentissage basée sur les rythmes individuels et l'auto-gestion par des gouvernements mis en place dans les écoles.

Au Salvador, la réforme vise également à accroître l'accès à l'éducation et à améliorer la qualité de l'éducation ; il s'agit notamment de réduire les taux de redoublement et d'abandon scolaire dans les zones rurales défavorisées. La réforme est mise en œuvre à travers divers programmes dont EDUCO. Ce dernier met l'accent sur la décentralisation de la ges-

tion des écoles et la responsabilisation des communautés villageoises qui ont en charge la gestion administrative, financière et matérielle des écoles ainsi que le recrutement et la gestion des enseignants.

Les programmes du Guatemala et du Salvador ont en commun les caractéristiques suivantes :

- les parties prenantes (parents, enfants, enseignants, gouvernement, média, secteur privé et partenaires du développement) partagent la même philosophie en matière d'éducation ;
- le passage à plus grande échelle s'est effectué de manière progressive ;
- le souci constant des opérateurs a été de consolider le projet avant de le faire connaître à l'extérieur ;
- les élèves organisent la vie dans l'école (notamment la discipline) et leur formation s'effectue de façon coopérative et par auto-apprentissage ;
- l'école est gérée par les parents et la communauté qui sont formés à la gestion de l'école ;
- les processus démocratiques sont le socle de la gestion, de l'enseignement donné et de l'enseignement reçu ;
- le gouvernement, ainsi que le secteur privé, participent activement au financement des écoles.

Dans les deux cas, le processus d'extension a été facilité par :

- une forte volonté politique ;
- un financement adéquat attribué directement au niveau local ;
- un suivi régulier de l'innovation ;
- une gestion décentralisée au niveau des communautés de base et, dans le cas du Salvador, une vraie réforme du ministère de l'Education pour décentraliser le pouvoir et les budgets.

### Inde et Bangladesh

Au Bangladesh, l'éducation de base est obligatoire et gratuite depuis 1971.

Les vidéos « Partage et Apprentissage » sur les expériences d'Asie et d'Amérique du Sud peuvent être obtenues auprès du Secrétariat de l'ADEA (Voir modalités de commande en page 20).



Depuis, des progrès importants ont été faits au niveau de l'accès et de l'équité. L'éducation de base est dispensée par deux systèmes complémentaires, gouvernemental et non-gouvernemental. Les ONG s'intéressent surtout aux populations défavorisées et touchent 8% des enfants. Initié en 1972 pour reconstruire et développer les zones rurales, le programme du comité pour le progrès rural du Bangladesh (BRAC) s'adresse aux plus pauvres. Le volet éducation utilise des approches alternatives d'enseignement centrées sur les résultats. Les infrastructures scolaires sont très simples et les salles de classe n'ont ni tables ni chaises. Une grande attention est donnée à la formation des enseignants (essentiellement des femmes) qui reçoivent une formation initiale et bénéficient ensuite d'un système de supervision et de soutien permanent et d'une formation continue régulière. Une évaluation externe montre que les résultats de l'apprentissage dans les écoles BRAC dépassent ceux des écoles publiques.

L'Inde a réussi un double objectif : répondre aux besoins d'apprentissage très divers des minorités tout en élargissant l'offre pour la masse. Son système éducatif est l'un des plus étendus du monde ; en 2000, l'enseignement primaire seul comptait 156 millions d'élèves. En 1994, le gouvernement a lancé le Projet d'éducation primaire pour les districts (DPEP) pour améliorer l'accès à l'éducation des enfants défavorisés des communautés minoritaires, améliorer la qualité et les résultats scolaires et réduire les écarts entre filles et garçons. Cette opération à grande échelle couvre un district sur deux, soit 248 districts et 18 Etats. Une grande initiative est laissée aux Etats qui définissent eux-mêmes leurs besoins et leurs prio-

rités. Le programme est globalement une réussite. Dans les districts où il est en place, le taux de scolarisation s'est accru de 6% par an (comparé à 1% par an dans les autres districts) et les taux de redoublement ont diminué de 9% en 1995/96 à 6% en 1998/99.

A Arusha, les éléments suivants des expériences d'Inde et du Bangladesh ont retenu l'attention :

- mise en œuvre des programmes débutant par une sensibilisation des com-

**Selon les ministres africains, la réussite des expériences du Guatemala, du Salvador, de l'Inde et du Bangladesh tient d'une part à la qualité de la formation continue dispensée et au soutien, même modeste, mais régulier apporté aux enseignants ; d'autre part à la participation active des communautés à la gestion des écoles.**

munautés concernées ;

- création de comités de village et d'associations parents/enseignants pour ancrer le processus d'appropriation ;
- emploi d'enseignants juniors pour réduire les coûts ;
- maintien aussi bas que possible des coûts de l'école ;
- généralisation de la formation continue des enseignants ;
- évaluation régulière des projets, éventuellement modifiés pour faciliter le processus d'extension ;
- extension effec-

tuée progressivement, en veillant à la durabilité du projet.

Les ministres africains qui ont participé au voyage d'étude dans les quatre pays ont souligné que si, en termes de concept, les méthodes participatives ne leur étaient pas nouvelles, c'était la première fois qu'ils voyaient ces méthodes appliquées par des enseignants bien formés, enthousiastes et sûrs d'eux. Ils ont aussi souligné que, selon eux, la réussite manifeste des expériences observées dans les pays visités tenait d'une part à la qualité de la formation continue dispensée et au soutien, même modeste, mais régulier apporté aux enseignants ; d'autre part à la participation active des communautés à la gestion des écoles. ■



Classe Brac au Bangladesh  
Photo : vidéo « Partage et apprentissage »

→ Suite de la page 9

parents). En 2001, la part du gouvernement dans les dépenses scolaires est de 67% ; celle des parents et des communautés est revenue au niveau acceptable de 33%. Les taux de scolarisation sont remontés. Une des priorités actuelles est l'amélioration de la qualité et des résultats scolaires.

### Les défis actuels

Comme beaucoup de pays africains, la Tanzanie doit faire des arbitrages difficiles. L'éducation est confrontée à un double défi : celui d'accroître l'accès tout en améliorant la qualité. Le pays a entamé un processus de redéfinition du rôle de l'Etat dans l'éducation, à travers notamment la restructuration des services publics initiée en 1993. La restructuration des administrations régionales et le programme de réforme des gouvernements locaux (LGRP) vise à décentraliser l'éducation et à en-

courager une participation active des communautés. Selon le Professeur Galabawa, pour atteindre un enseignement primaire pour tous, il conviendra de généraliser à l'ensemble du pays la réforme entreprise dans 73 districts. Celle-ci comporte trois volets principaux :

- création d'un Fonds départemental d'éducation communautaire qui vise à accroître la scolarisation en insistant sur la qualité de l'éducation ;
- mise en place d'une carte scolaire au niveau des départements ;
- appui départemental à l'enseignement primaire : création d'un centre de ressources pour les enseignants, formation continue des maîtres, mobilisation des communautés.

Pour ce faire, il sera nécessaire de s'assurer des conditions suivantes :

- un engagement national fort durable ;
- un partenariat élargi en faveur de l'éducation, où toutes les formes

d'éducation seraient mobilisées (formel et non-formel, public et privé) ;

- un engagement des communautés en faveur de l'éducation, les communautés prenant le relais des parents appauvris par la crise et touchés par la pandémie du VIH/SIDA ;
- une répartition des coûts entre les régions afin de ne pas pénaliser les régions pauvres du pays ;
- une réévaluation de l'ajustement structurel, dont les conséquences sur l'éducation sont catastrophiques ;
- un allègement du service de la dette ;
- une amélioration de la qualité de l'éducation, afin d'encourager les parents à envoyer leurs enfants à l'école ;
- un renforcement des capacités de gestion de l'Etat et plus particulièrement du ministère de l'Education, favorisé par une réelle décentralisation, un degré plus grand de démocratie et une plus grande transparence. ■

# Guinée : un programme pour améliorer la qualité

**Le Programme des petites subventions d'école en Guinée (PPSE) est une expérience originale de mobilisation des enseignants autour d'un projet décentralisé d'amélioration de la qualité de l'enseignement élémentaire.**

Initié dans un petit nombre d'écoles guinéennes, le programme PPSE visait à améliorer la qualité de l'enseignement en plaçant l'enseignant au cœur du processus d'innovation. A Arusha ce programme a été présenté par M. Mahmoudou Diallo, directeur national de l'enseignement élémentaire du ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Enseignement civique de la Guinée.

Le programme a invité les enseignants à développer des projets pour résoudre des problèmes identifiés par eux : les meilleurs projets, choisis par un jury siégeant dans les provinces, bénéficiaient

d'un petit financement du ministère de l'Education. Des cellules de rénovation pédagogique étaient chargées de faciliter la mise en œuvre de ces projets.

Grâce à l'enthousiasme des enseignants et à l'écoute bienveillante du ministère, la mise en place de projets a été facilitée dans 1 200 cellules de rénovation pédagogique entre 1995 et 2000 ; dans les huit provinces de la Guinée, quelque 15 000 enseignants ont été impliqués, soit 89% du personnel enseignant de l'école de base. Près de 8 000 enseignants ont rédigé des projets et 6 000 les ont effectivement mis en œuvre.

L'analyse de l'expérience permet de dégager plusieurs facteurs clés de succès :

- le développement d'un véritable partenariat entre la base et le sommet ;
- une expansion progressive du projet avec une approche souple tenant compte du contexte local ;
- un esprit de compétition positive en-

tre les écoles et les provinces ;

- la motivation des enseignants par l'attribution de petits financements ;
- l'organisation d'ateliers pour rendre compte des expériences et disséminer les résultats ;
- l'utilisation des méthodes de recherche/action ;
- le soutien régulier des conseillers exerçant une tutelle ;
- l'évaluation régulière de l'expérience comme partie intégrante du projet.

L'aspect le plus innovant de ce programme réside dans l'engagement du ministère à soutenir des demandes formulées par la base et dans la volonté clairement affirmée d'y répondre tant au niveau des services centraux que des services décentralisés dans les provinces. L'expérience de la Guinée est un bel exemple de démocratie interne, de partenariat réel entre la base et le sommet et de prise en compte des besoins des « usagers ». ■

# Forum des ministres

## Renforcer la coopération régionale et sous-régionale

Lors de chaque biennale, l'ADEA organise une rencontre du Forum des ministres de l'éducation d'Afrique sub-saharienne. Résumé de la rencontre d'Arusha, au cours de laquelle un nouveau Bureau des ministres a été constitué.

Le Forum des ministres de l'Education de l'ADEA a tenu sa 11<sup>ème</sup> session le 10 octobre 2001 à Arusha, sous la présidence de S.E. Bireme Abderahim Hamid, alors ministre de l'Education du Tchad. Vingt-huit ministres, ministres délégués ou leurs représentants ont assisté à cette réunion.

Le président du bureau a fait rapport des activités majeures du Bureau depuis la dernière réunion qui s'était tenue à Johannesburg. Il a également informé les ministres de la réalisation de deux études importantes : une évaluation des groupes de travail de l'ADEA ; un document de réflexion sur l'avenir de l'ADEA.

En ce qui concerne l'évaluation des groupes de travail (GT), l'étude a recommandé que les activités de plaidoyer, d'analyse et de renforcement des capacités soient intensifiées ; le rôle des hauts fonctionnaires des ministères au sein des GT soit mieux défini et renforcé ; des efforts soient déployés pour une meilleure coordination des GT au niveau national ; les échanges régionaux soient renforcés. Il convient aussi que les GT développent des mécanismes leur permettant de mieux identifier les besoins et demandes des ministères.

M. Mamadou Ndoye, nouveau secrétaire exécutif de l'ADEA, a présenté un document de réflexion sur les orientations futures de l'association. Celles-ci seront guidées par des objectifs majeurs : Comment l'ADEA peut-elle associer réflexion et action ? Atteindre les acteurs sur le terrain ? Contribuer à développer une base de connaissances dont l'objectif serait d'aider les pays à concevoir de meilleures politiques et pratiques éducatives ?

Le Comité directeur sera amené à se concentrer davantage sur des questions de fond et à analyser les défis et thèmes émergents dans le domaine de l'éducation ; les GT devront être davantage à

l'écoute des besoins formulés par les ministères ; l'ADEA devra s'ouvrir davantage aux acteurs de la société civile.

Le Bureau des ministres ne se réunissant que deux fois par an, il a été décidé, pour augmenter son efficacité, d'organiser des forums sous-régionaux dont les objectifs seront d'établir des liens entre le Bureau et les sous-régions ; de renforcer les liens entre ministres et spécialistes de l'éducation ; de développer, au niveau sous-régional, des lignes directrices et d'assurer une meilleure cohésion entre les actions menées dans les pays ; d'assurer que des activités au niveau des sous-régions soient organisées entre les biennales.

### Le nouveau Bureau

Le Forum a également défini la nouvelle composition du Bureau des ministres de l'ADEA. Le choix des pays membres est

déterminé selon un système de rotation par ordre alphabétique à l'intérieur des cinq sous-régions, ce qui permet à tous les pays d'être membres du Bureau à un moment ou à un autre. Le Bureau est à présent constitué des membres suivants :

- Afrique australe : S.E. Lesao A. Lehohla (Lesotho) et S.E. Valentine Kayope (Zambie)
- Afrique centrale : S.E. André M. Obame (Gabon)
- Afrique de l'ouest : S.E. Evelyn Kandakai (Libéria) et S.E. Alpha T. Wurie (Sierra Leone)
- Afrique de l'est : S.E. Osman Saleh Mohammed (Erythrée) et S.E. Henry Kosgey (Kenya)
- Océan indien : S.E. Abdi Ibrahim Absieh (Djibouti)

Le nouveau président du bureau est S.E. Lesao A. Lehohla (Lesotho) et le nouveau vice-président S.E. André M. Obame (Gabon). ■

**Bureau des Ministres**  
S.E.M. Lesao Archibald LEHOHLA - Lesotho  
Président

**Afrique de l'Ouest**

- ☐ S.E.M. Abraham Babalola BORSHADE  
Nigéria  
Ministère fédéral de l'Education
- ☐ S.E.M. Dr. Evelyn KANDAKAI  
Libéria  
Ministère de l'Education
- ☐ S.E.M. Dr. Alpha Tejan WURIE  
Sierra Leone  
Ministère de la Jeunesse, de l'Education  
et des Sports

**Afrique centrale**

- S.E.M. Prosper MPAWENAYO  
Burundi  
Ministère de l'Education
- S.E.M. André MBA-OBAME  
Gabon  
Ministère de l'Education

**Afrique de l'Est**

- ☐ S.E.M. Osman SALEH MOHAMMED  
Erythrée  
Ministère de l'Education
- ☐ S.E.M. Henry KOSGEY  
Kenya  
Ministère de l'Education

**Océan indien**

- S.E.M. Abdi Ibrahim ABSIEH  
Djibouti  
Ministère de l'Education

**Afrique australe**

- ☐ S.E.M. Lesao Archibald LEHOHLA  
Lesotho  
Ministère de l'Education et du Développement de la main d'oeuvre
- ☐ S.E.Mme. Valentine KAYOPE  
Zambie  
Ministère des Sciences, des Technologies  
et de la Formation Professionnelle

## Un projet national transposé à l'échelle d'une région

Lors de la séance plénière consacrée au VIH/SIDA, le **Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif** (GTLME) a animé une présentation sur la transposition à plus grande échelle d'une expérience « d'éducamusement » conçue en Afrique du Sud puis transposée au Botswana, au Lesotho, en Namibie et au Swaziland.

Harriet Perlman, responsable régionale de Soul City, de l'Institute for Health and Development Communication à Johannesburg, a décrit le processus d'adaptation des matériels **Choose Life** (Parier sur la vie) destinés aux jeunes âgés de douze à 16 ans dans ces quatre pays.

### Des matériels perti\*nents...

Les matériels conçus par Soul City en Afrique du Sud ne s'étaient pas contentés de reprendre des produits existants pour toucher les adolescents sud-africains ; il a fallu repenser et réécrire les textes en utilisant une langue connue et pratiquée par les jeunes. Le langage et les illustrations sont donc vivants et colorés, pour susciter un processus d'identification et intéresser les jeunes.

De même, l'adaptation des matériels **Choose Life**, destinés à des groupes d'âge identiques dans les pays voisins, s'est faite après de larges consultations et une analyse approfondie des contextes.

Mme Perlman a ainsi décrit le processus de sélection des organismes partenaires (Population Services International au Botswana ; les membres du réseau Lenaso – Lesotho Network for Aids Service Organizations – au Lesotho ; la Croix rouge en Namibie ; et les écoles

participant au programme Shape sur le VIH/SIDA au Swaziland) de manière à enraciner le projet, et lui fournir une légitimité et un soutien locaux.

### ...testés

Afin de s'assurer que les matériels soient acceptés par le public visé et adaptés à ses besoins, deux questionnaires ont été distribués à des groupes de jeunes avant et après la réalisation de la brochure **Choose Life**. De plus, des groupes de discussion ciblés ont été animés et un atelier a été organisé avec les partenaires en vue de discuter des résultats obtenus. Les versions locales sont issues de ces ateliers, qui ont recueilli les commentaires d'un panel d'utilisateurs potentiels, mais aussi ceux de représentants ministériels, de l'église, des bailleurs de fonds locaux et d'ONG.

### ... et adaptés à leurs publics

Pendant une réunion informelle organisée par le GTLME pendant la biennale, Mme Perlman a donné des exemples précis pour illustrer les choix faits dans l'adaptation des matériels dans les différents pays. Ainsi, les rôles principaux sont joués par des vedettes de chacun des pays. Dans tous les pays, les parties évoquant la mort ou l'agonie ont été remplacées par d'autres histoires. Les problèmes locaux – les jeunes filles entretenues par des hommes plus âgés au Lesotho, ou l'abus d'alcool en Namibie – ont été intégrés dans les versions destinées à ces pays.

Lors des débats très ouverts qui ont

suivi, les participants ont insisté sur la nécessité de tenir compte des réactions et des perceptions du public visé. Certains ont souligné l'importance de traiter les questions de moralité individuelle, qui ont une influence sur le comportement social et touche ainsi les jeunes gens. Les participants, venus d'Afrique du Sud, d'Angola, du Botswana, du Cameroun, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de Namibie, d'Ouganda, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de Tanzanie, de Zambie et du Zimbabwe, ont commenté les exemples présentés par Mme Perlman, notamment pour faire évoluer les comportements, remettre en cause les mythes, les préjugés et l'ignorance face au VIH/SIDA. Par dessus tout, les participants estiment qu'il est nécessaire d'aborder l'éducation à la vie et la sensibilisation au VIH/SIDA avec délicatesse et de manière globale pour développer des stratégies mieux adaptées, limiter la propagation de la maladie et venir en aide aux communautés frappées par le virus.

### Éduquer tout en amusant

La présentation de Soul City à Arusha a montré comment une utilisation combinée de différents médias peut renforcer l'impact de leurs messages relatifs aux problèmes sociaux et de santé. Cela dit, le grand défi pour l'éducation reste de s'assurer que ces messages seront repris dans les écoles et les communautés d'une manière qui prouve qu'ils ont bien été compris.

**CAREW TREFFGARNE**

COORDONNATEUR DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ADEA SUR LES LIVRES ET LE MATÉRIEL ÉDUCATIF

### Changements d'adresse

#### ◆ Secrétariat de l'ADEA

Veuillez noter le nouveau numéro de téléphone du Secrétariat de l'ADEA : +33/ (0)1 4503 7757

#### ◆ Groupe de travail de l'ADEA sur les livres et le matériel éducatif :

Department for International Development (DfID)  
1 Palace Street, London SW1E 5HE, RU  
Tel. + 44 (207) 023 0658  
Fax + 44 (207) 023 0287

## Jeter les bases théoriques

### pour l'intégration du non-formel

**A** Arusha, le **Groupe de travail sur l'éducation non formelle** a organisé une séance plénière sur le thème « Intégrer l'éducation non formelle ». La démarginalisation de l'ENF et des approches alternatives par rapport au système éducatif central, et leur transposition à grande échelle pour en faire des outils crédibles d'acquisition d'une éducation de base de qualité ont ainsi été envisagées. Un document d'introduction a dressé le cadre de cette intégration et trois autres interventions ont présenté des exemples d'études de cas réussies menées en Afrique australe et orientale, en Argentine, en Ethiopie et au Mexique. La séance plénière a présenté des études de cas descriptives ainsi que des éléments d'analyse destinés à mettre au point une théorie « ancrée » qui permettra d'orienter l'action des décideurs, des planificateurs et des praticiens désireux d'intégrer l'ENF et les approches alternatives dans l'éducation de base.

#### Renforcer et intégrer l'offre alternative

Le groupe de travail sur l'éducation non formelle a réussi à promouvoir des concepts et des stratégies qui permettent d'aborder deux des principaux problèmes auxquels sont confrontés les pays. Le premier tient à la nécessité de renforcer l'offre alternative d'éducation (pour les jeunes gens non scolarisés, les enfants des rues, les adultes analphabètes, etc.) de sorte que les groupes défavorisés puissent avoir accès à une offre d'enseignement de qualité. Le second problème concerne la façon d'intégrer ces offres alternatives dans un système éducatif global afin qu'elles apparaissent dans les statistiques éducatives et les budgets annuels de l'éducation, mais aussi qu'elles fassent partie du projet de création d'un vaste système d'évaluation et d'accréditation

Les séances du GTENF ont suscité

de grandes discussions et de profondes réflexions chez les ministres, organismes bailleurs de fonds et experts de l'éducation. Une nouvelle approche, comme les séances l'avaient bien souligné, est cruciale si l'on veut atteindre les objectifs internationaux de développement. L'importance de cette nouvelle orientation fixée par le GTENF a conduit à une proposition majeure – l'adoption d'une dénomination qui refléterait mieux l'évolution de son rôle ; parmi les différentes propositions faites figure celle de rebap-

tiser le groupe de travail sur l'éducation non formelle en groupe de travail sur la diversité et l'intégration.

Le forum des ministres a accepté d'analyser les conclusions des séances organisées par le GTENF et de donner son avis sur les domaines majeurs où le groupe de travail pourrait apporter un soutien aux ministères.

**AMINA OSMAN**

GRUPE DE TRAVAIL DE L'ADEA  
SUR L'ÉDUCATION NON-FORMELLE

The screenshot shows the website for the ADEA Working Group on Non-Formal Education. The page layout includes a top navigation bar, a main content area with several sections, and a footer with logos for the Commonwealth Secretariat and the Department of Education and Skills (DES). The main content area contains text about the group's mission and a search bar.

Le Groupe de travail sur l'éducation non-formelle a récemment lancé un site web sur ses activités : [www.adeanet.org/wgnfe](http://www.adeanet.org/wgnfe)

# Prix Africain du journalisme d'éducation

## Lancement du Prix africain du journalisme d'éducation

Lancé officiellement le 9 octobre à Arusha, le Prix africain du journalisme d'éducation répond à une recommandation formulée au cours d'un séminaire organisé à Cotonou (Bénin) pour le programme Communication pour l'éducation et le développement (COMED). Il vise à promouvoir l'utilisation de la communication pour le développement d'une éducation démocratique et de qualité en Afrique. Le programme COMED est conçu pour aider les gouvernements africains à mettre en place des structures capables de concevoir et de mettre en œuvre des programmes d'information et de communication sur l'éducation. Il s'adresse essentiellement aux journalistes intéressés par les questions éducatives et aux chargés de communication des ministères africains de l'éducation. Les médias sont donc une cible importante du programme COMED.

Le prix récompensera des articles de qualité sur l'éducation parus dans la presse africaine. La sélection des articles se fera une fois par an.

Les objectifs spécifiques de ce concours sont :

- encourager la rédaction d'articles fiables, pertinents et de qualité, écrits par des journalistes africains et publiés dans les journaux africains ;
- encourager les organes de presse africains à ouvrir dans leurs colonnes des rubriques sur les problématiques de l'éducation ;
- encourager le développement d'un réseau de journalistes africains spécialisés dans la couverture de sujets touchant l'éducation ;
- renforcer les liens de l'ADEA avec les médias africains, partenaires privilégiés pour la promotion et l'échange d'information sur l'éducation en Afrique ;
- publier des articles écrits par des journalistes africains dans la Lettre d'information de l'ADEA

La sélection des articles – en langue française et en langue anglaise – sera effectuée par un jury composé d'éminents spécialistes des questions d'éducation et de communication en Afrique. Quatre articles – deux en français, deux en anglais – seront sélectionnés chaque année selon les critères suivants :

- pertinence du sujet traité ;

- objectivité journalistique et rigueur dans l'analyse du sujet ;
- qualité rédactionnelle ;
- originalité de l'article.

Les récompenses seront les suivantes :

- Les articles primés seront publiés dans la rubrique « Kiosque » de la Lettre d'information de l'ADEA ;
- Les lauréats et leurs rédacteurs en chef seront invités à Paris et à Londres pour un voyage d'études de dix jours, qui prévoit la participation à des séminaires de formation autour de thèmes d'actualité en matière d'éducation et la visite de grands groupes de presse partenaires du prix (Le Monde interactif, Radio France Internationale (RFI) et la Cinquième à Paris ; The Times Education Supplement et la BBC à Londres) ;
- Une somme de 2.000 Euros récompensera les premiers prix ; les seconds prix recevront 1.000 Euros.

**Les articles doivent être envoyés à :**

**Kiosque**

**Secrétariat de l'ADEA**

**7-9, rue Eugène Delacroix - 750116 Paris**

**Site web : [www.adeanet.org/award\\_prix/](http://www.adeanet.org/award_prix/)**



# Les journalistes à l'école des chiffres :

Un atelier du Programme  
Communication pour l'éducation et le développement (COMED)

Les statistiques doivent cesser d'être considérées comme une science réservée à quelques initiés : il convient désormais de les percevoir comme les outils d'une communication efficace d'informations précises dans tous les domaines, en particulier celui de l'éducation. C'est la raison pour laquelle une trentaine de journalistes du Sénégal et de la sous-région ont demandé à « se mettre à l'école des chiffres », de manière à pouvoir mieux utiliser l'information statistique dans leurs articles sur le secteur éducatif et faciliter ainsi le dialogue avec leur public.

Dans un contexte de crise économique et de restrictions budgétaires, les gouvernements ont besoin d'informations statistiques pertinentes et complètes pour définir leurs politiques éducatives et gérer au mieux les ressources existantes. Ce besoin se fait ressentir dans tous les secteurs, notamment celui de l'éducation, qui absorbe une part très importante du budget de l'Etat et emploie souvent plus de la moitié des personnels de la Fonction publique.

Les statistiques sont des outils privilégiés pour faciliter la communication entre les différents partenaires sociaux : elles mettent à leur disposition des informations claires et précises facilitant la

transparence et par là, le dialogue. Les journalistes spécialistes des questions de l'éducation du Sénégal, ont pris conscience de l'intérêt que peuvent présenter les données numériques pour améliorer leur communication sur les phénomènes éducatifs ; c'est pourquoi ils ont souhaité « se mettre à l'école des chiffres ».

Pour répondre à cette demande, le programme « Communication pour l'éducation et le développement » (COMED) de l'ADEA et le Réseau des Journalistes pour l'Education, la Formation et la recherche du Sénégal (REJEF) ont pris l'initiative d'organiser un atelier au Bureau régional de l'UNESCO de Dakar. L'atelier s'est déroulé du 20 au 22 juin 2001. Le pôle SISED<sup>1</sup> pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre s'est joint à l'IIPE (Institut International de Planification de l'Education de Paris) pour mettre au point un programme de formation, organisé autour de trois modules : *Introduction aux statistiques de l'éducation ; Principaux indicateurs de l'éducation ; Comment communiquer les statistiques ?* ».

Une trentaine de journalistes et chargés de communication des ministères de l'éducation du Sénégal, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée, ont ainsi bénéficié pendant trois jours d'une

initiation aux statistiques de l'éducation. Ils ont pu, à travers des exercices concrets et des échanges avec des spécialistes en planification de l'éducation, se familiariser avec la réalité des chiffres, apprendre comment les statistiques sont élaborées, où les trouver, comment les analyser, comment les communiquer...

L'évaluation de cet atelier par les participants a été très positive. Cependant, les journalistes auront nécessairement besoin d'approfondir leurs connaissances, ce qu'ils pourront faire à partir des modules mis à leur disposition. Peut-être devront-ils aussi se rapprocher des services de statistiques des ministères de l'éducation et leur demander d'organiser pour eux des formations complémentaires. Les journalistes seront alors mieux armés pour utiliser les statistiques scolaires dans leurs articles, ce qui renforcera leur capacité de communiquer et permettra une meilleure participation de la société civile aux débats sur l'éducation.

**BERNARD AUDINOS**

COORDONNATEUR DU PROGRAMME SISED  
POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

1. Le programme SISED (Système d'information sur les statistiques de l'éducation) est le cadre d'intervention du Groupe de Travail sur les Statistiques de l'Education (GTSE) de l'ADEA.

**Les papiers présentés à la biennale d'Arusha peuvent être téléchargés à partir du site web de l'ADEA : [www.adeanet.org](http://www.adeanet.org)**

# Revoir la distribution des livres en Afrique

*Revoir la distribution des livres en Afrique* traite des divers aspects affectant la distribution des manuels scolaires dans 15 pays africains. L'environnement économique et politique qui influe sur la vente et la distribution des livres est analysé ainsi que l'impact des politiques gouvernementales et des agences de développement.

Cet ouvrage du Groupe de travail de l'ADEA sur les livres et le matériel éducatif, fait partie de la collection « Perspectives pour le développement du livre africain ». Il rassemble des informations sur différents aspects du processus de publication et de distribution des livres dans 15 pays africains<sup>1</sup> ; rappelle les différentes politiques et traditions qui différencient les pays francophones des pays anglophones ; décrit l'environnement économique et politique qui influe sur la vente et la distribution des livres ; analyse l'impact, souvent négatif, des politiques élaborées par les gouvernements et les agences de développement. L'ouvrage propose enfin des outils d'aide à la décision pour guider les décideurs dans l'élaboration de politiques de distribution nationales.

## Un diagnostic sévère des systèmes de distribution actuels

D'après les auteurs, les raisons qui expliqueraient la faillite des systèmes de distribution sont nombreuses :

- l'absence d'experts en logistique, formés à la gestion et au contrôle des stocks ;
- la piètre gestion du système, qui se traduit par une déperdition représentant parfois 65% des manuels pendant le stockage et le transport ;
- une insuffisance chronique de financement ;
- l'incapacité à approvisionner les écoles rurales ou isolées ;
- l'absence d'incitations financières pour un fournisseur public car son règlement ne dépend pas des résultats.

La liste des symptômes est similaire dans la plupart des pays. Les auteurs concluent, après une évaluation sévère, que « le contrôle de l'Etat sur la distribution des manuels scolaires a souvent fait disparaître, ou du moins sérieusement mis

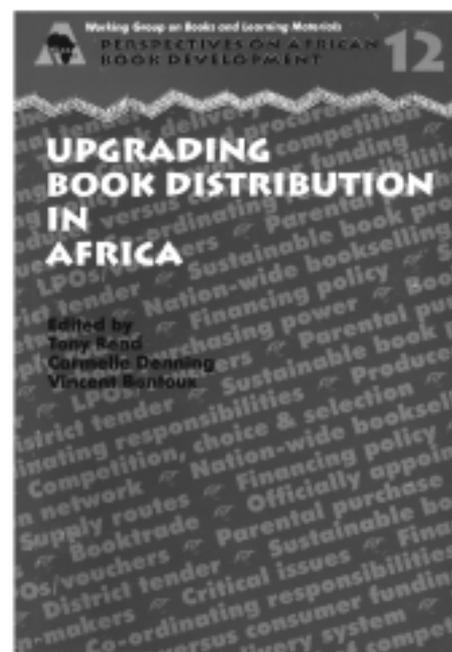
en danger, les grossistes et les détaillants du secteur privé sans pour autant proposer un nouveau service efficace de distribution des livres dans les écoles. Nous sommes là sans doute face à l'effet le plus grave de la domination de l'Etat sur les manuels scolaires en Afrique depuis plus de 40 ans ». Les politiques des bailleurs de fonds ont souvent renforcé les effets négatifs de cette domination.

Malgré tout, les choses évoluent. La décentralisation vers les régions et les communautés prend le pas sur le ministère central ; les partenariats public/privé viennent remplacer les monopoles d'Etat, et la loi du marché et la concurrence supplantent de plus en plus les politiques axées sur l'offre.

## Naissance de politiques nationales revues et corrigées

Le dernier chapitre décrit l'apparition de politiques nationales du livre revues et corrigées, accompagnée d'un sursaut d'intérêt de la part des bailleurs de fonds et des gouvernements pour la participation du secteur privé. Les pays sont en train de remettre sur pied des réseaux nationaux de libraires et commencent à comprendre que la pénurie de matériel de lecture et de livres dans l'ensemble des pays, capitales mises à part, est sans doute l'une des raisons de la chute des niveaux de lecture. Les pays doivent être soutenus dans la mise en place de bibliothèques scolaires et dans l'élaboration de matériels en langues locales à des prix abordables. Les gouvernements doivent aussi se rendre compte de la nécessité de supprimer les obstacles tarifaires sur les importations de papier et d'encre s'ils veulent espérer relancer l'industrie locale du livre.

L'étude montre clairement que les industries nationales de l'édition doivent être envisagées dans un contexte de dé-



Revoir la distribution des livres en Afrique  
 Edité par Tony Read, Carmelle Denning et Vincent Bontoux.  
 Publié par le groupe de travail de l'ADEA sur les livres et le matériel éducatif.

veloppement plus large. La planification nationale, les incitations fiscales, les prêts à faible taux d'intérêt aux acteurs locaux, la formation, les techniques de vente de livres, un financement régulier et fiable et le crédit sont autant d'éléments nécessaires à l'amélioration de la chaîne du livre. L'enjeu va bien au-delà des livres : selon les auteurs, la mise en œuvre de politiques et de stratégies adéquates aura des effets qui iront bien au-delà d'une amélioration pure et simple de l'offre de manuels scolaires. Elle incitera l'ensemble de la société à lire et contribuera au développement d'une culture de la lecture qui aura des conséquences sur la démocratisation et la bonne gestion des affaires publiques. ■

1. Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Kenya, Malawi, Niger, Ouganda, Mali, Sénégal, Tanzanie, Tchad et Togo.

# Pour une expertise en management des personnels enseignants

Les équipes nationales du groupe de travail de l'ADEA sur la profession enseignante mènent des études ayant pour objectif d'améliorer la gestion et la mobilisation des enseignants dans leurs pays. Ci-dessous les enseignements tirés de ces études.

La mission que s'est assignée le Groupe de travail sur les personnels enseignants, section francophone (GTPE/sf) est d'aider les ministres africains de l'éducation à développer une éducation de base de qualité en contribuant à améliorer les systèmes de gestion et de soutien aux personnels enseignants. A cet effet, il s'efforce de mettre en place un réseau d'experts capables d'analyser les problèmes de gestion et de mobilisation des enseignants et d'initier des actions au sein des ministères.

Le GTPE/sf opère à partir de groupes de travail nationaux établis dans quatorze pays. *Pour une expertise en management des personnels enseignants* rend compte des études conduites par dix équipes nationales au cours des deux dernières années. Les sujets abordés, validés par le ministre de l'éducation des pays concernés, traitent des priorités du ministère de l'éducation de chacun des pays (Voir Tableau ci-dessous) :

Une politique publique sectorielle consiste généralement à gérer des désajustements entre un secteur et d'autres secteurs ou au sein même d'un secteur : c'est donc dans cette perspec-

tive d'analyse et de traitement des désajustements que s'inscrit l'ensemble des travaux produits par les équipes nationales. En réalisant ces travaux, les équipes nationales ont : a) contribué à diminuer l'opacité du fonctionnement des systèmes éducatifs ; b) mis en évidence l'importance fondamentale du facteur humain dans la conduite des politiques publiques ; c) montré que, à tous les niveaux, il fallait compter avec les acteurs et que les décisions politiques (et surtout leur mise en œuvre) s'inscrivent dans les « stratégies plurielles d'acteurs sociaux eux-mêmes pluriels »<sup>2</sup>.

Les travaux réalisés ont démontré que le fonctionnaire ne se contente pas toujours d'appliquer les règlements et d'apporter des réponses standardisées, mais qu'il occupe des espaces de liberté plus grands que ceux qui lui sont impartis par son statut. Les travaux ont aussi montré que, en matière de gestion et de mobilisation des personnels enseignants, le rôle de l'information et de la communication était primordial : dans la mise en œuvre des politiques en général – et des réformes en particulier.

Les études montrent enfin la néces-



Pour une expertise en management des personnels enseignants.

Par Georges Solaux, Bruno Suchaut, Paul Dogoh-Bibi, Marlène Zébangou, Alama Condé.

Publié par le Groupe de travail de l'ADEA sur la profession enseignante, section francophone.

sité d'effectuer un travail au niveau interministériel pour résoudre certains problèmes rencontrés dans la réalisation de l'Education pour Tous (EPT) ; une coordination entre les ministères de l'Education, de la Fonction publique (qui gère les enseignants) et des Finances (qui verse le traitement des personnels enseignants) s'avère notamment nécessaire. Chaque étude se termine par une série de recommandations qui sont du plus grand intérêt à la fois pour les autorités du ministère, pour les enseignants, pour les parents d'élèves, pour les associations professionnelles concernées et pour toute personne qui s'intéresse au développement de l'éducation en Afrique. ■

## Etudes traitées par les équipes nationales du GTPE/sf

- Gestion des contractuels et impact de leur emploi sur le système éducatif (Guinée)
- Recrutement, insertion professionnelle, formation pédagogique et encadrement des volontaires de l'éducation (Niger)
- Participation des organisations syndicales à la détermination et à la gestion de la politique et de l'organisation éducatives (Bénin)
- Le malaise enseignant (Sénégal)
- La situation des enseignantes au Burkina Faso : facteurs de résistance dans les affectations et mutations en milieu rural (Burkina Faso)
- Introduction d'un système de gestion emploi-poste-personnel : une expérimentation sur la région maritime (Togo)
- Gestion centrée sur le triptyque emploi-poste-personnel (Côte d'Ivoire)
- Faisabilité d'une opération de redéploiement des personnels enseignants du primaire et du secondaire (Tchad)
- Pistes de réflexion sur le système éducatif malgache (Madagascar)
- Problématique du redoublement : analyse de la promotion automatique de 85% des élèves dans les classes du premier cycle de l'enseignement fondamental (Mali).

1. Bénin, Burkina Faso, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.

2. A. Prost, Ecole, société et politique.

# Calendrier

## Activités de l'ADEA

### 28-30 janvier 2002

GT sur la Profession enseignante, section francophone

Atelier sur la communication du GT  
Dakar, Sénégal

### 3-9 février 2002

Programme communication pour l'éducation et le développement (COMED)

Atelier national de formation  
Abuja, Nigeria

### 4-8 février 2002

GT sur les Statistiques de l'éducation

Atelier sur les systèmes d'information statistique dans l'enseignement non-formel  
Nairobi, Kenya

### 18-23 février 2002

GT sur la Profession enseignante, section anglophone

Atelier de formation sur les plans d'action  
Manzini, Swaziland

### 11-20 février 2002

GT sur les statistiques

Atelier de formation des Groupes de travail techniques NESIS  
Nairobi, Kenya

### 25-26 février 2002

GT sur l'analyse sectorielle en éducation

Réunion du Comité directeur  
Paris, France

### février/mars

GT sur les livres et le matériel éducatif

Atelier régional sur le thème de la planification stratégique dans le secteur du livre  
Niamey, Niger

### 4-10 mars 2002

GT sur la Profession enseignante, section francophone

Regroupement annuel et suivi des activités/études  
Abidjan, Côte d'Ivoire

### 14-15 mars 2002

GT sur les Livres et le matériel éducatif

Réunion du Comité directeur  
Londres, Royaume Uni

### 2 avril 2002

Réunion du bureau des Ministres africains de l'ADEA  
Paris, France

### 2-4 avril 2002

Réunion du Comité directeur de l'ADEA  
Paris, France

### 5 avril 2002

Réunion des leaders et coordinateurs des GT de l'ADEA  
Paris, France

### 8-13 avril 2002

GT sur la Profession enseignante, section anglophone/Forum des éducatrices africaines (FEA/FAWE)

Atelier de formation pour les écoles pilotes d'excellence du FAWE (FEA)  
Nairobi, Kenya

### 16-18 mai 2002

GT sur la Profession enseignante, section anglophone

Atelier de formation pour les inspecteurs scolaires nouvellement nommés  
Zanzibar, Tanzanie

## Autres Activités

### 21-23 janvier

L'UNICEF et l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles

Réunion consultative pour l'amélioration des partenariats liés à l'égalité des genres dans l'éducation  
Paris, France

### 21-23 janvier

BREDA

Première réunion du groupe de contact pour la création d'un Forum Africain des parlementaires pour l'éducation (FAPED).

Dakar, Sénégal

**Les dates étant susceptibles de changer veuillez consulter le site web de l'ADEA ([www.ADEAnet.org](http://www.ADEAnet.org))**

## Commandes Vidéo

Pour commander les cassettes vidéo « Partage et apprentissage » veuillez écrire à l'ADEA (adresse ci-contre), en joignant un chèque à l'ordre de l'ADEA. Prix de chaque cassette : 10 \$EU.

*Les points de vue et opinions exprimés dans les articles signés de la lettre d'information de l'ADEA sont ceux des auteurs et ne doivent pas être attribués à l'ADEA, à toute autre organisation, ou à tout autre individu.*



Lettre d'information trimestrielle  
publiée par l'ADEA

Prière d'adresser toute correspondance à :  
Association pour le développement  
de l'éducation en Afrique  
7-9 rue Eugène-Delacroix,  
75116 Paris, France

Tél. : +33 (0) 1 4503 7757  
Fax : +33 (0) 1 4503 3965  
Mél : [adea@iiep.unesco.org](mailto:adea@iiep.unesco.org)  
Site Web : [www.ADEAnet.org](http://www.ADEAnet.org)